

1914, le plan Schlieffen et l'entrée de l'aéronautique dans la guerre

Gérald Chaber (65 – de Tricornot de Rose)

À l'occasion du centenaire de la Grande Guerre, notre camarade, historien amateur, propose d'examiner le plan Schlieffen et de montrer le rôle que l'aéronautique a tenu dans ces premiers mois de guerre.

Au cours des années qui précèdent la Grande Guerre les États européens défendent leurs intérêts par la voie diplomatique, toujours guidés par un objectif primordial. Pour le Royaume-Uni : conserver la maîtrise des mers vers son empire colonial. Pour la Russie : dominer les détroits. Pour l'Autriche-Hongrie : contrôler les Balkans. Pour l'Italie : récupérer les terres "irredente". Pour la Serbie : annexer la Bosnie-Herzégovine. Pour la France : recouvrer l'Alsace-Lorraine. Pour l'Allemagne : devenir la première puissance européenne.

Le contexte

Grand acteur de l'unification allemande de 1871, le chancelier Otto von Bismarck cherche à maintenir un équilibre entre les grandes puissances européennes afin d'éviter un conflit où l'Allemagne aurait à conduire une guerre sur deux fronts. Mais en 1890, il est limogé par Guillaume II, empereur primesautier en paroles mais plein de défiance dans l'action, qui abandonne la *Realpolitik* tempérée du chancelier pour promouvoir une *Weltpolitik* de puissance sur les plans économique, militaire, colonial et maritime, suivant en cela une théorie de la "guerre juste" inspirée du *Machtstaat* de Hegel et des doctrines sociologiques de Max Weber prônant la puissance de l'État, conceptions qui parcourent la société protestante de la jeune Allemagne.

Dans ce climat un courant expansionniste appelle à la création d'un empire colonial soutenu par une puissante flotte de haute mer. Bénéficiant d'une économie en plein essor et d'une démographie croissante, le Kaiser lance un ambitieux programme de constructions navales pour faire de la *Hochseeflotte* la deuxième marine de guerre après la *Royal Navy*, en faisant voter une succession de lois, de 1898 à 1912, portant le nombre de grands bâtiments de guerre de 39 à 62. Dans le même temps le secrétaire d'État à la marine, l'amiral Tirpitz, définit une stratégie navale indépendante de l'Armée dont l'objectif est de contrer la *Royal Navy*.

Ces dispositions ne peuvent que rencontrer l'opposition de la Grande-Bretagne, deuxième puissance industrielle derrière les États-Unis en 1900, troisième après l'Allemagne en 1913, mais première puissance maritime et première puissance coloniale. La France et la Russie s'inquiètent aussi des projets du Kaiser et nouent une convention militaire dès 1892.

La volonté de puissance allemande s'inscrit dans les systèmes d'alliances complexes que les puissances européennes élaborent peu à peu

de 1879 à 1914 en une Triple Alliance, ou Triplice, qui réunit l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, et en une Triple Entente rassemblant la France, le Royaume-Uni et la Russie.

En 1891, le chef d'état-major de l'empire, le général Alfred von Schlieffen, doit alors concevoir la défense d'une Allemagne au centre de l'Europe, vulnérable sur deux fronts et privée d'une participation navale dévoreuse de budget. La hantise de la guerre sur deux fronts qui imprègne la culture militaire de l'Allemagne fait donc peser sur les seules forces terrestres tout le poids d'une éventuelle guerre.

L'équation complexe de Schlieffen

En 1900 le rapport démographique est très défavorable à l'Allemagne. Avec une population de 56 millions d'habitants, elle est coincée entre les 39 millions de Français et les 111 millions de Russes. Elle peut mobiliser quatre millions d'hommes face à douze millions de Franco-Russes ce qui lui interdit toute stratégie défensive par division de ses forces sur deux fronts. Ne pouvant obtenir la supériorité sur aucun des deux fronts, l'offensive s'impose.

De 1892 à 1905 Schlieffen développe un plan, actualisé chaque année, basé sur une stratégie de guerre préventive sur le front ouest pour basculer ensuite toutes ses forces sur l'autre front. Héritier d'une tradition prussienne dans un contexte où le *Machtstaat* stimule la militarisation, il fait adopter en 1905 un plan d'invasion massive de la France, qui, après une défaite rapide, serait prise en otage pour négocier une liberté des mers avec la Grande-Bretagne. Sans vouloir provoquer la guerre, il préconise l'offensive dès lors que les circonstances seront favorables, craignant, à juste titre, un renforcement des capacités militaires de la France et de la Russie qui développe son réseau ferré stratégique et ses armements grâce à des prêts consentis par les épargnants français au travers des célèbres emprunts russes dès 1892.

Jusqu'à la réalisation du programme naval, le plan Schlieffen, actualisé ensuite par son successeur, le général Helmut von Moltke, enferme l'Allemagne dans un système binaire de guerre ou de recul diplomatique dès lors qu'un différend important l'oppose aux autres puissances européennes.

À l'occasion de l'affaire du Maroc de 1905 comme des deux guerres des Balkans de 1911 et 1913, l'Allemagne privilégie la voie diplomatique.



Mais dès 1911, avec l'épisode de la canonnière Panther à Agadir, un sentiment de guerre inéluctable avec la France gagne les esprits, d'autant plus que l'amiral Tirpitz dispose maintenant d'une flotte qui représente 40% de la flotte anglaise tandis que se poursuit l'élargissement du canal de Kiel par lequel la flotte de la Baltique peut passer dans la mer du Nord sans contourner le Danemark. Partout en Europe, politiques, diplomates, militaires, organes de presse discutent d'une éventuelle guerre en dépit des erreurs, maladresses, quiproquos, interprétations, rumeurs, malveillances, incompréhensions qui agitent les chancelleries et les opinions publiques. La course aux armements s'accroît, l'Europe devient poudrière, Sarajevo en fut l'étincelle.

Pour assurer le succès de ses armes, le plan Schlieffen-Moltke oblige l'Allemagne à entrer en premier dans la guerre alors que son programme naval n'est pas achevé.

Le plan Schlieffen-Moltke

Dès 1897 von Schlieffen met au point un plan d'attaque massive contre la France, alliée de la Russie, plan gagé sur la lenteur de la mobilisation russe. Considérant que les fortifications françaises de l'est sont très solides et la volonté française de recouvrer l'Alsace-Lorraine indubitable, il imagine d'envahir la France par la Belgique et les Pays-Bas puis de marcher sur Paris et d'anéantir les armées françaises en six semaines par une manœuvre de contournement impétueuse. Dans le même temps il projette de laisser les Français s'engouffrer en Alsace en faisant reculer les forces allemandes afin d'accroître l'opération d'encercllement par le Nord.

Basé sur la vitesse de déplacement et sur une supériorité numérique, le plan Schlieffen vise à obtenir une rapide victoire en France afin de retourner ensuite toutes les forces allemandes contre les Russes encore en fin de mobilisation. Ce plan, adopté en 1905, viole les neutralités néerlandaise et belge tout en minimisant une éventuelle participation britannique sur le continent. Il ne prévoit pas d'opérations navales hors de la défense des côtes.

Mais en 1906, le nouveau chef d'état-major Helmuth von Moltke, jugeant que le plan Schlieffen de 1905 n'est plus adapté aux circonstances, le modifie quelque peu et l'actualise constamment. Il parachève la manœuvre d'encercllement de Schlieffen en renforçant les armées d'Alsace-Lorraine et du Rhin tout en refusant tout passage en Hollande pour préserver une utile neutralité néerlandaise.

À la suite de l'attentat de Sarajevo du 28 juin 1914, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie le 28 juillet, la Russie mobilise le 30 juillet pour protéger la Serbie, l'Allemagne mobilise le 1^{er} août dans le cadre de la Triplice et déclare la guerre à la Russie le même jour et à la France le 3 août, pénètre en Belgique le 4, ce qui provoque l'état de guerre avec le Royaume-Uni (?). Pour sa part, bien que membre de la Triple Alliance, l'Italie se déclare neutre.

Les opérations n'ont pas encore commencé que l'aviation française est impliquée par l'ambassadeur d'Allemagne à Paris dans la journée du 3 août 1914. Par une déclaration mensongère au gouvernement français sur un prétendu bombardement aérien effectué sur Nuremberg, il annonce que « *l'Empire allemand se considère en état de guerre avec la France* ».

Toute l'Europe mobilise. La France appelle 3 780 000 hommes, la Grande-Bretagne se propose d'envoyer 80 000 hommes en France et la Russie mobilise un million de soldats sur les huit millions mobilisables.



Le Blériot XI, l'avion du début de la guerre.

En Allemagne 3 750 000 hommes sont rassemblés en huit armées, sept à l'Ouest et une à l'Est, en y incorporant des réservistes. Son alliée, l'Autriche-Hongrie, équipe 450 000 soldats.

Sur le plan aéronautique l'Allemagne dispose de 232 avions opérationnels, l'Autriche-Hongrie de 56, la France rassemble 162 appareils, l'Angleterre engage 23 Blériot XI en France, la Russie aligne 190 machines et la Belgique 22. Alors que l'ensemble des pays mobilisent plus de 8 millions d'hommes, on estime que les aéronautiques y consacrent moins de 1 pour 1 000 des effectifs. Leur sont confiées essentiellement des missions d'observation, de réglage d'artillerie et de quelques bombardements. En 1914 les avions de toile et de bois sont fragiles, lents, sujets à de nombreuses pannes et accidents mais ils rendent de grands services même si, au début de la guerre, la plupart des officiers de haut rang sont sceptiques ou ignorants. L'aérostation complète le dispositif aérien grâce aux ballons qui assurent la permanence de l'observation et aux dirigeables dont le rayon d'action permet le bombardement.

L'exécution du plan Schlieffen modifié par Moltke

Conformément au plan les troupes allemandes entrent en Belgique le 4 août 1914 mais elles se heurtent au dispositif belge des forts de Liège et des fortifications d'Anvers, ce qui les retarde et mobilise 150 000 hommes qui feront défaut sur la Marne en septembre. La résistance belge entraîne de violentes réactions allemandes sur les civils qui sont fusillés en masse. Du 12 au 17 août la *British Expeditionary Force* (BEF) débarque en France pour se joindre aux armées françaises que Joffre, chef des armées françaises, pousse vers le nord.

Au GQG de Joffre on sous-estime le volume des forces allemandes ainsi que leur armement. Ici, dans le but d'obtenir une guerre courte, règne un esprit offensif excessif qui occulte la réalité des renseignements, dont les observations aériennes souvent dédaignées par la plupart des officiers. En outre les leçons des guerres des Boers de 1902, du conflit russo-japonais de 1905, des guerres balkaniques de 1912-1913 n'ont pas irrigué le haut commandement dont la doctrine a peu évolué depuis 1871.

Le plan XVII du GQG avait établi que seules les troupes allemandes d'active seraient mobilisées rapidement. Ainsi, l'offensive que Joffre lance vers la Belgique rassemble 31 divisions d'infanterie franco-britanniques contre ce qu'il croit être 24 divisions allemandes ; en réalité ce sont 48 divisions qui sont engagées, par incorporation des réserves dans les unités d'active. De plus le manque d'artillerie lourde française, l'infériorité numérique et "l'esprit offensif" des fantassins en pantalon rouge face au puissant feu ennemi se conjuguent en plusieurs défaites d'abord en Alsace et dans les Ardennes puis au Nord dans "la Bataille des frontières".

1914, le plan Schlieffen et l'entrée de l'aéronautique dans la guerre

► Les aviations des deux camps donnent souvent de très bons renseignements, mais les aléas météorologiques, les mouvements des troupes de nuit, les zones boisées d'Alsace, de Lorraine et des Ardennes masquent souvent les volumes comme les axes. Alors se déroulent des batailles de rencontre, des combats de poursuite qui déconcertent les chefs d'armées.

Dans les deux camps les pertes sont effroyables, certaines unités sont complètement anéanties comme dans la triste journée du 22 août 1914 où, sur la totalité du front, 27 000 soldats français sont tués et des milliers blessés.

Du 7 août au 2 septembre 1914, Belges, Anglais, Français reculent dans des combats acharnés où se fait sentir la supériorité numérique allemande. La doctrine de l'offensive à outrance, propre à la guerre de mouvement conçue par les états-majors, ne fait que répandre des flots de sang sans résultat substantiel. En dépit d'échecs partiels, les armées allemandes s'avancent vers Paris.

Grâce aux escadrilles, Joffre suit constamment les mouvements des armées ennemies. Il peut ainsi engager une retraite ordonnée, attribuer la défense du camp retranché de Paris au général Gallieni et lui confier une 6^e armée créée par prélèvements sur les autres armées et transportée sur la Marne par plus de 700 trains. Dans la capitale, l'affolement succède à l'inquiétude : le 2 septembre 1914 le gouvernement et les Chambres prennent le train pour Bordeaux, imités par nombre de civils alarmés.

Le même jour Moltke estime les forces françaises épuisées. Pour contrer une offensive russe il allège son dispositif en France en expédiant en Prusse deux corps d'armée. Puis, pour couper les Français de Paris, il confirme l'initiative du général von Kluck qui, au lieu d'encercler la capitale comme le prévoyait le plan Schlieffen, presse sa 1^{re} armée vers l'est entre la 5^e armée française et l'infanterie britannique, espérant ainsi provoquer une rupture décisive.

Le 2 septembre, le constructeur d'aéroplanes, le sergent Louis Breguet, qui effectue un vol de reconnaissance depuis Paris avec son observateur le lieutenant Watteau, décèle un changement d'orientation des troupes allemandes en mouvement vers l'est de Paris. En multipliant les sorties, les escadrilles du camp retranché de Paris ainsi que les escadrilles de la 6^e armée REP 15 et MF 16 du capitaine Bellenger confirment le mouvement. Joffre et Gallieni voient immédiatement une possibilité de reprendre l'offensive en regroupant les forces au sud de la Marne sur un arc allant de Verdun à Meaux. Ainsi commence la bataille de la Marne qui fait rage du 6 au 9 septembre 1914. Gallieni expédie cinq divisions en renfort depuis Paris dont 4 000 hommes dans les célèbres taxis de la Marne.

L'aviation couvre toute la bataille, de Paris aux Vosges. Partout des combats violents permettent d'arrêter les armées allemandes. Mais sur la Marne, les 1^{re} et 2^e armées allemandes souffrent tandis que Moltke semble absent, laissant ses généraux d'armée conduire seuls leurs opérations. D'abord bloquée, la poussée allemande est brisée, enfin repoussée.

Le 10 septembre Moltke ordonne la retraite. Poursuivis par des Français à bout de forces, les Allemands se retranchent sur l'Aisne et s'y établissent solidement. Alors, de septembre à décembre 1914 les deux camps essayent de se déborder mutuellement en âpres combats dans une course



Guillaume II



Moltke

à la mer qui se transforme en guerre des tranchées de la Suisse à la mer du Nord.

En cassant l'offensive allemande sur la Marne, Joffre a mis fin au plan Schlieffen qui devait anéantir l'armée française en six semaines. Ce que Moltke n'a pas prévu, c'est le sursaut formidable des "poilus" auxquels von Kluck rend hommage en écrivant : « *Que des hommes ayant reculé pendant quinze jours, que des hommes couchés par terre et à demi-morts de fatigue, puissent reprendre le fusil et attaquer au son du clairon, c'est une chose avec laquelle, nous autres Allemands, nous n'avions jamais appris à compter, c'est là une possibilité dont il n'avait jamais été question dans nos écoles de guerre* ».

En deux mois de guerre l'aviation française passe du mode "sportif" au rôle d'outil de combat. Elle invente ses méthodes et prouve ses aptitudes en permettant au GQG de disposer très rapidement d'une vue d'ensemble de la manœuvre allemande tout en guidant l'artillerie française. Au lendemain de la bataille de la Marne, convaincu des capacités militaires de l'aviation, le général Joffre charge le commandant Barès, chef du service aéronautique du GQG, de lancer un plan de montée en puissance qui va spécialiser les escadrilles et en augmenter le nombre de 31 à 65.

Critiques du plan Schlieffen

De 1920 à 2014 nombre d'auteurs de diverses nationalités se sont emparés du plan Schlieffen, alimentant des polémiques et des thèses diverses appuyées, pour les plus récentes, sur des documents apparus en RDA et en Russie après la disparition de l'URSS car les archives du ministère allemand de la Défense ont été en grande partie détruites lors du bombardement de Potsdam le 14 avril 1945. Dans cette abondante littérature des critiques se sont intéressés à l'échec du plan alors que d'autres en discutent le rôle dans l'ensemble de la Grande Guerre.

L'échec par défaut d'exécution de Moltke

En 1925, une "École de Schlieffen" allemande développe une thèse qui entérine le plan Schlieffen comme assurance d'une victoire certaine, mais qui attribue l'échec de ce plan à une défaillance d'exécution de Moltke et de son état-major.

Des études s'appesantissent sur les problèmes logistiques des armées allemandes étirées en terre française, sur l'absence de volonté de pousser l'aile droite à la mer dès le début des opérations, sur la sous-estima-

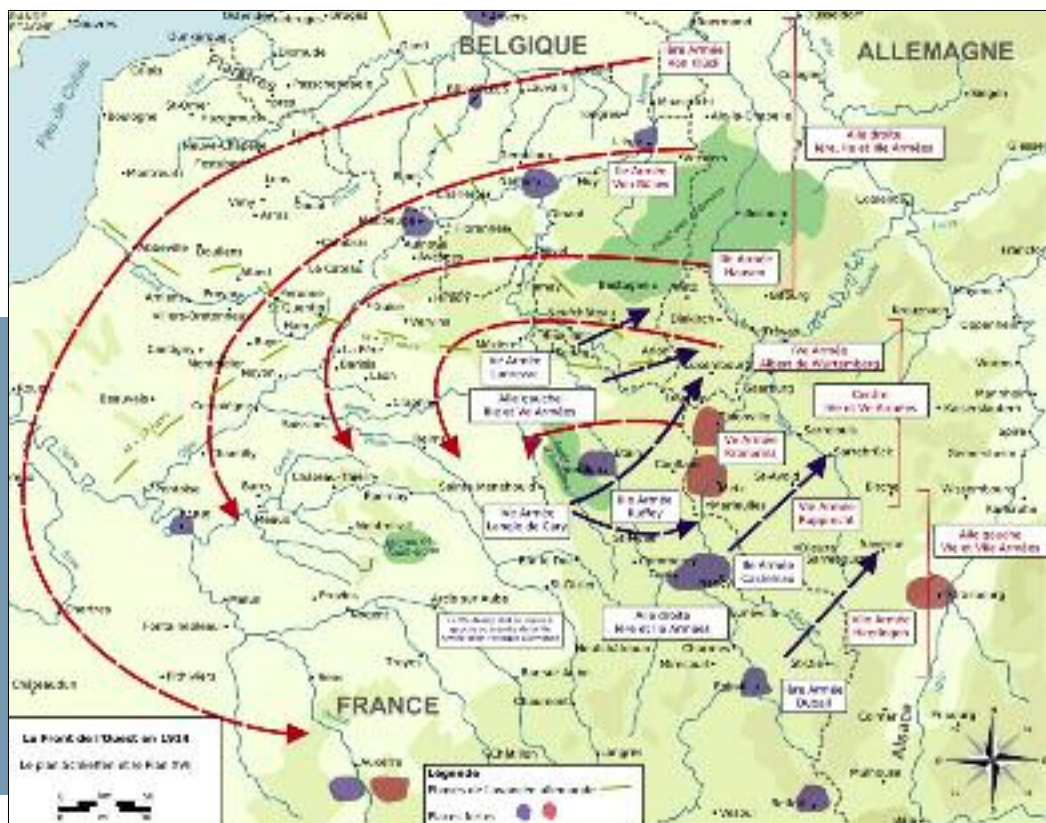




Photos DR

Schlieffen

Le plan Schlieffen



tion de la résistance belge, sur le renforcement des forces d'Alsace-Lorraine, sur l'inutile envoi sur le front russe de renforts qui ont manqué sur la Marne et surtout sur une certaine passivité du commandement de Moltke sur ses différentes armées.

En particulier, ce courant explique l'échec de la bataille de la Marne par le non-respect du plan Schlieffen lorsque Moltke abandonne l'encerclement de Paris pour une hypothétique bataille décisive dans l'est du bassin parisien, en laissant les chefs d'armée conduire leurs différents combats sans les diriger ni les coordonner.

Une historiographie officielle montre alors qu'en ne suivant pas le plan initial, qui combinait rapidité et puissance, Moltke s'est enlisé dans une stratégie d'usure annihilant tout espoir de guerre courte. Selon cette historiographie, l'armée allemande n'a pas été vaincue mais l'état-major l'a conduite dans une impasse.

L'échec par défaut de conception stratégique

Certains opposent les incertitudes opérationnelles des combats à la stratégie illusoire de l'anéantissement par l'enveloppement rapide de l'ennemi, préconisé par le plan Schlieffen qui se serait trop inspiré de la "guerre totale" chère à Clausewitz. Ainsi, l'ambition de Schlieffen aurait été hors de portée des moyens de l'Allemagne de 1905 puis de 1914 car elle reposait sur un ensemble d'hypothèses dont le facteur chance était démesuré.

En 1934, des publications allemandes mentionnent le *Blitzkrieg*, ou guerre éclair, reprenant les conceptions sur l'encerclement rapide de Schlieffen grâce à des moyens mécanisés dans le but de réaliser un "objectif limité" qui, selon le deuxième principe de Clausewitz, peut conduire à la décision politique recherchée. Il ne s'agit plus de l'anéantissement total des armées ennemies mais de victoires limitées ayant une portée politique décisive.

En 1956, en critiquant une insuffisante articulation du plan Schlieffen entre diplomatie et opérations militaires, une autre thèse rejette le principe de l'offensive initiale à l'ouest. En 1914, il eut fallu battre rapidement les Russes, conquérir des espaces et en échanger certains contre un cessez-le-feu. À l'ouest, les armées allemandes solidement installées, bloqueraient les interventions françaises tandis que les diplomates s'emploieraient à amadouer les Britanniques. Le front russe ainsi gelé, toutes les forces allemandes se reporteraient ensuite sur la France isolée sans soutien britannique. Ce schéma a été réfuté par des contradicteurs qui

ont mis en avant toutes sortes de risques que des actions diverses des alliés pourraient faire peser sur ce dispositif jusqu'à le ruiner.

La théorie du "coup de poignard dans le dos"

Dès 1919, avec l'article 231 du traité de Versailles qui prononce la responsabilité de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie dans le déclenchement de la guerre, apparaît en Allemagne la thèse de l'armée invaincue "poignardée dans le dos" par les hommes politiques et la menace révolutionnaire.

Ce courant rend les décideurs politiques allemands responsables du désastre par défaut de contrôle du plan Schlieffen, dont l'objectif d'anéantissement rapide de l'adversaire, fondé sur la vitesse de mobilisation et d'opérations, ne pouvait que les conduire à entrer dans la guerre en premier pour assurer le succès du plan.

Ayant accepté ce plan, le Kaiser et son gouvernement portent donc la responsabilité de la guerre et du Diktat de Versailles imposé à une armée qui a été privée de sa victoire par des manœuvres de politique intérieure. Dans les années trente, les nazis amplifient la thèse du "coup de poignard dans le dos" pour en faire un outil idéologique au service d'un esprit de revanche justifiant le réarmement.

Une question plus générale

La question plus générale que pose le plan Schlieffen est d'ordre politique car si la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens, encore faut-il développer une politique à la hauteur des ressources économiques et militaires disponibles à chaque instant. De 1905 à 1914, tandis que Guillaume II affirmait sa politique de puissance, la défense de l'Allemagne reposait sur le seul plan Schlieffen, conception sans doute trop étroite dans un environnement international de plus en plus étendu, complexe et fluctuant.

Avec le regard d'aujourd'hui, ce que nous révèle l'histoire du plan Schlieffen-Moltke, c'est qu'une politique de défense ne peut être que globale et ne peut reposer sur un plan militaire, aussi subtil soit-il. Elle doit conserver un équilibre entre ses moyens Terre, Air et Mer, entre capacités nucléaires et capacités conventionnelles, pour laisser aux décideurs les marges de manœuvre nécessaires à la conduite diplomatique et militaire des crises dans un environnement dominé par un paramètre essentiel : l'incertitude. ■